



Au sommaire de ce super-numéro

Le 24 mai à Antony, fêtons les peuples (<i>une initiative Attac Cables 92</i>).....	2
AMAP Ile de France, <i>compte-rendu de l'Assemblée Générale par Jean-Louis Michniak</i>	3
L'inégalité, quel est son prix ? <i>échos de la réunion à Montrouge autour du livre de Stiglitz</i>	4
Agenda.....	5
Organisation d'ATTAC 92, bulletin d'adhésion	6

Pouvez-vous imaginer un monde sans Attac ?

Attac a besoin de vous !
N'attendez pas pour régler votre cotisation 2013

Si vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

Le prochain numéro paraîtra début mai

Diffusez, par courriel ou sur papier...
Abonnez vos parents, vos amis ! Il vous suffit de nous le demander.
Faites leur plaisir!

La leçon de Nicosie

par Serge Halimi

(Le Monde diplomatique, avril 2013)

Tout devenait impossible. Augmenter les impôts décourageait les « entrepreneurs ». Se protéger du dumping commercial des pays à bas salaires contrevenait aux accords de libre-échange. Imposer une taxe (minuscule) sur les transactions financières exigeait que la plupart des Etats s'y rallient. Baisser la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) requérait l'aval de Bruxelles...

Samedi 16 mars 2013, tout a changé. Des institutions aussi orthodoxes que la Banque centrale européenne (BCE), le Fonds monétaire international (FMI), l'Eurogroupe et le gouvernement allemand de Mme Merkel ont tordu le bras (tremblant) des autorités chypriotes afin que celles-ci exécutent une mesure qui, décidée par Hugo Chavez, aurait été jugée liberticide, dictatoriale, tyrannique, et aurait valu au chef d'Etat vénézuélien des kilomètres d'éditoriaux indignés : **la ponction automatique des dépôts bancaires.** Initialement échelonné entre 6,75 et 9,90 %, le taux de la confiscation correspondait à près de mille fois le montant de cette taxe Tobin dont on parle depuis quinze ans. **Preuve était donc faite : en Europe, quand on veut, on peut !**

Mais à condition de savoir choisir ses cibles : ni les actionnaires, ni les créanciers des banques endettées, mais leurs déposants. Il est en effet plus libéral de spolier un retraité chypriote en prétextant qu'on vise à travers lui un mafieux russe réfugié dans un paradis fiscal que de faire rendre gorge à un banquier allemand, à un armateur grec, à une entreprise multinationale abritant ses dividendes en Irlande, en Suisse ou au Luxembourg.

Mme Merkel, le FMI et la BCE n'ont cessé de marteler que le rétablissement impératif de la « confiance » des créanciers interdisait à la fois l'augmentation des dépenses publiques et la renégociation des dettes souveraines des Etats. Les marchés financiers, prévenaient-ils, sanctionneraient tout écart en la matière. Mais quelle « confiance » accorder encore à la monnaie unique et à sa sacro-sainte garantie des dépôts bancaires si n'importe quel client d'une banque européenne peut se réveiller un matin avec une épargne amputée pendant la nuit ?

Les dix-sept Etats membres de l'Eurogroupe ont ainsi osé l'impensable. Ils recommenceront. **Nul citoyen de l'Union ne peut dorénavant ignorer qu'il est la cible privilégiée d'une politique financière décidée à le dépouiller du fruit de son travail au prétexte de rétablir les comptes.** A Rome, Athènes ou Nicosie, des marionnettes indigènes semblent déjà résignées à mettre en musique les consignes données en ce sens par Bruxelles, Francfort ou Berlin, quitte à se retrouver ensuite **désavouées par leurs peuples.**

Ceux-ci devraient tirer de cet épisode chypriote autre chose qu'une rancœur sans portée : le savoir émancipateur que pour eux aussi tout est possible. Au lendemain de leur tentative de coup de force, l'embarras de certains ministres européens trahissait peut-être leur crainte d'avoir démenti sans le vouloir trente ans d'une « pédagogie » libérale qui a fait de l'impuissance publique une théorie de gouvernement. Ils ont ainsi légitimé d'avance d'autres mesures un peu rudes. Elles pourraient un jour déplaire à l'Allemagne. Et viser des cibles plus prospères que les petits déposants de Nicosie.

Le 24 mai à Antony, fêtons les peuples et la convergence des mouvements qui ouvrent la voie vers une Europe enfin démocratique, sociale, écologique.

AttacCables % 92

Nous pensons que l' alter sommet est un mouvement qui doit être popularisé ; cette action simple et modeste peut être facilement reproductible dans nos groupes. Voici la lettre que nous venons d' adresser aux associations locales :

Nous n'irons pas tous à Athènes en juin, mais que la Grèce et Athènes soient présentes avec nous dans nos quartiers, nos villes et nos villages !

L'Alter sommet, le Mouvement social européen de convergence des luttes, fera sa première étape à Athènes le 7 et 8 juin, porteur du Mémorandum des peuples.

Dans nos organisations ou nos associations, dans nos activités, chacun à sa manière, nous contribuons tous, localement, à ce même projet : faire advenir une Europe plus démocratique, plus équitable et enfin écologiquement responsable.

Nous vous proposons de faire de la soirée du 24 mai à Antony, salle F. Molé (déjà retenue pour Attac ce qui explique le choix de la date!), un moment convivial où nous pourrions partager à travers nos différents engagements ce qui nous identifie au Mouvement social européen de convergence des luttes ou nous en rapproche.

- Suggestions :

° Par un clip, une affiche, un poème, un texte, un évènement, une musique, une danse, chaque organisation présente pourrait illustrer sa façon d'être solidaire avec les peuples qui se lèvent en Europe pour affirmer leur droit à décider de ce qui les concerne, à décider de leur avenir...

° Par le choix, ce soir-là, d'une cause commune déjà défendue par chacun.

° Par le choix d'une action de solidarité particulière avec la Grèce (démarrage d'une campagne de collecte de médicaments, la Grèce en manque cruellement...) ou avec un autre pays en détresse. Etc....

Notre ambition est modeste : il ne s'agit pas de préparer un évènement « lourd » et chronophage...

L'idée est simple : faire de ce 24 mai, le jour d'une rencontre chaleureuse, ouverte à tous les citoyens, organisée autour de la solidarité avec le Mouvement social européen qui aujourd'hui se lève et prend forme dans l'Europe entière.

Nous avons une salle, des réseaux, de l'énergie, et surtout la conviction que l'histoire des hommes n'est pas une histoire des fatalités... Notre proposition est simple : partageons ce soir-là nos espoirs, et, pourquoi pas avec le plaisir de l'inventivité heureuse...

Pour échanger sur ce projet et en préciser les contours, nous proposons une réunion le mercredi 17 avril à 15 heures chez Agnès Gandon, 25 rue Mozart - 92290 Antony. Si certaines des organisations auxquelles nous nous adressons n'ont personne qui soit disponible ce mercredi 17 avril, merci de nous envoyer vos idées et suggestions...

Merci à tous de nous dire ce que vous pensez de cette proposition en répondant à l'adresse suivante : attac.cables92@gmail.com

Solidairement, Attac%92 C.A.B.Le.S

PS : - quelques info sur l' alter sommet en pièces jointes et dans ce lien <http://www.altersummit.eu/>

Voici la liste des membres de l'Alter Sommet (membres observateurs en *)

Grèce (ADEDY *, Feminist Initiative for the elimination of violence against women, For society & Democracy, GSEE*, Hellenic Antipoverty Network *, Network for Political & Social Rights *, Solidarity for all)

Italy (Altramente Scuola per tutti *, Another Road for Europe, Arci, CGIL, Firenze 10+10, Labour & Globalization, Transform Italie)

UK (ATTAC UK *, Coalition of Resistance, Red Pepper, TUC)

Spain (ATTAC-Spain, CC.OO. *, ELA, ESK, Intersindical Valenciana, USO, CIG)

Germany (ATTAC-Deutschland, Forum Soziales Europa, GEW *, IG Metall *, Rosa Luxembourg Stiftung*)

France (Ars Industrialis, ATTAC-France, CAC Collectif Audit Citoyen, CGT, Economistes Atterrés, Espace Marx + Transform !, A.C !, Féd. de la Maison des Potes *, Fondation Copernic, FSU, IERPE, LDH – Ligue des droits de l'Homme, Roosevelt 2012, SNES – FSU, Solidaires, SUD BPCE *, Mémoire des luttes)

Belgium (Association Culturelle J. Jacqmotte – ACJJ *, ATTAC-Belgique, C.N.C.D., CAE – Comité d'Action Europe, CIRE (Coordination & Initiatives pour Réfugiés et Etrangers), CSC, Econosphères, FGTB *, FGTB – centrale générale, Global Social Justice, IW FGTB Wallonne, Masereelfonds *, MOC, Observatoire Social Européen)

Portugal (ATTAC-Portugal, CGT-P, Precarios Inflexiveis *)

Norway (Campaign for the Welfare State, LO i Oslo, Norway Social Forum, NEI TIL EU)

Romania (AD Romanian Social Forum, Cartel-Alfa, CSDR, FSLI),

Austria (ATTAC-Austria, Austrian social forum, GPA *)

Hungary (ATTAC-Hungary, MSZ OSZ)

Poland (Attac-Poland)

Serbia (USSS Loga *)

Bulgaria (CITUB *)

Czech Republic (Czech social forum *)

Croatia (Right to the city, Subversive Forum)

Netherlands (TNI)

Denmark (Transform Danmark, European Left Observer)

Europe (AEDH, Alternative Trade Mandate Alliance, Friends of the Earth, CADTM, CEO Corporate Europe Observatory, ETUC *, EAPN, EPSU, ETF, ETUCE (CSEE), ETUI*, Euromemo, European Alternatives, Europe-Solidarity, Greenpeace Europe, ITUC/PERC, Marche Mondiale des Femmes – Europe, European Network against Financialization of Nature, PERC*, Praha Spring 2, S2B – Seattle to Brussels, Solidar, Tax Justice Network Europe, Euromarches, Transform ! Europe, ICAN International Citizen Debt Audit Network, Feminists for another Europe)

AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) Ile-de-France

compte-rendu de l'Assemblée Générale (dense et intéressante) du Réseau Amap Ide F tenue dimanche 24 février 2013, au restaurant associatif "Casa Poblano", 15, rue Lavoisier à Montreuil, par **Jean-Louis Michniak** du collectif de Colombes

Cette journée régionale a réuni une dizaine de producteurs-trices et 44 amap consommateurs-trices étaient représentées. Au total, il y avait plus de 80 personnes incluant, outre la dizaine d'administrateurs élus et bénévoles du Réseau Amap IdeF, les 4 permanents-tes: Vony (chargée des porteurs de projets, etc.), Isabelle (construction collective de l'éthique, démarche participative de progrès: DPP ...), Benoît (accompagnements territoriaux en faveur des installations, etc.), Anne (suivi des partenariats, nouveaux producteurs hors maraîchage: arboriculteurs, éleveurs ...).

Cette équipe de 4 salariées-é a été totalement renouvelée pour diverses raisons (départ volontaire, contrats non pérennisés...); il faut lui souhaiter bon courage, au vu de l'ampleur du travail à effectuer et leur apporter le plus de soutien possible !

L'année 2013 devrait être moins difficile que 2012, car, faute d'effectif suffisant (3) et en raison de l'instabilité de l'équipe, une part importante des activités d'animation du Réseau avait été reprise par les administrateurs bénévoles; leurs disponibilités n'ont pas toujours permis de soutenir et mener à bien ces activités.

Quelques indications: Sur 260 assoc. Amap en Région parisienne, 180 adhèrent au Réseau, tandis que chez les 160 producteurs en Amap, 51 sont adhérents.

Il y a 9 Inter-Amap (groupements de plusieurs Amap proches géographiquement), celle de notre secteur (boucle Nord de Seine) est en "panne" .

En France, il y a environ 1600 Amap en tout, et c'est le Mouvement Inter-régional des AMAP (Miramap) qui fédère tous les Réseaux régionaux de l'Hexagone. Cette année, entre autres travaux, il s'active à la réécriture de la Charte.

Le Pole ABIOSOL (Pole d'accompagnement des projets biologiques et solidaires en Ile-de-France) composé de 4 structures:

- le Réseau Amap Ile-de-France ;
- le GAB (groupement des agriculteurs d' Ile-de-France) ;
- Terre de Liens Ile-de-France ;
- la "couveuse" d'activités agricoles et rurales "Les Champs des possibles" .

Vous trouverez beaucoup d'autres infos sur le nouveau site WEB du réseau: www.amap-idf.org

Le rôle majeur du Mouvement AMAP : C'est une "force de frappe" pour une Agriculture paysanne, biologique, solidaire, circuit court, visant une économie alternative fondée sur des rapports humains de qualité.

L'AMAP veut agir pour une autre agriculture: produire pour la sécurité alimentaire, créer de l'emploi (trop d'exploitants sont contraints de quitter leurs fermes) , préserver l'environnement.

Les multiples activités du Réseau AMAP Ile-de-France. Malgré de faibles moyens (humains, matériels, etc.), son expérience perfectible (avec une dizaine d'années d'existence!) et surtout les obstacles nombreux (économiques, politiques, culturels...), cette organisation agit dans bien des domaines:

- aide à la création de nouvelles Amap et à l'installation de nouveaux producteurs, avec conseils et appuis appropriés;
- démarches (avec parfois d'autres associations) auprès d'institutions: gouvernement, collectivités territoriales, Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), communes, pour l'essaimage, la progression de notre concept d'agriculture citoyenne, en luttant aussi contre la diminution inquiétante des surfaces agricoles (objet d'une forte pression immobilière ... prédatrice) ;
- prestations, expertises pour des projets, cours/formations/participations à des journées d'études avec d'autres acteurs: Ecole Agro-Tech/Paris, SAFER, Chambre d'Agriculture, CFPPA, journalistes, avec le concours de Terre de Liens ...

En raison de ses forces encore limitées, le Réseau est réaliste en affichant des objectifs modestes, mais avec des orientations ambitieuses! Il est primordial de poursuivre vigoureusement les programmes de pédagogie, de lutte afin que les AMAP soient inscrites par les pouvoirs publics sur la liste des organisations relevant de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), car notre modèle d'Agriculture paysanne de proximité n'est pas dans la logique financière et n'est pas une filière de l'économie marchande, le but étant de sortir du système concurrentiel et spéculatif.

En conclusion de l'aperçu de cette journée qui est un bon stimulant pour dynamiser l'indispensable esprit militant, au service du "manger sain, local et solidaire", on peut retenir quelques idées essentielles:

- nos valeurs sont précieuses, elles vont être précisées et complétées dans la refonte de la Charte de l'Agriculture paysanne;
- le nombre de producteurs affiliés au Réseau Amap I. de F est insuffisant (1/3 seulement), comme leur implication dans la vie de cette structure dont ils ne connaissent pas assez l'étendue des services. Dans cette sphère d'expérimentation qu'est l'Amap, il faut trouver des solutions pour que la participation de ces partenaires soit facilitée. Avec le renforcement, depuis cette année, de l'équipe du Réseau, il y a maintenant des possibilités de visite des agriculteurs, sur leurs sites.
- il est nécessaire de fortifier les Inter-Amap, taille pertinente pour agir efficacement et meilleure interface avec le Réseau.
- indispensable également, l'adhésion des dizaines d'Amap non membres du Réseau, une campagne de promotions s'impose donc!
- progressivement, vu le potentiel important que représente un Réseau ...doté de moyens accrus, il faut avoir à l'horizon une cotisation annuelle de 10 €, par adhérent-te. Certaines Amap se sont résolument engagées vers ce but, d'autres l'ont atteint.

Le mouvement AMAP est en marche maintenant; aidons-le à le faire grandir, car il n'a pas que des amis!

L'inégalité : quel est son prix ? compte-rendu de la réunion Attac92 à Montrouge, le 7 mars 2013 discussion autour du livre de *Joseph E. Stiglitz* « Le prix de l'inégalité » (août 2012)

Joseph Stiglitz, ancien conseiller économique de Bill Clinton, a démissionné de son poste d'économiste en chef de la banque Mondiale après avoir constaté les dévastations provoquées par la mondialisation et les hypothèses erronées qui sous-tendent les dogmes économiques en vigueur.

Ses analyses, qui se veulent scientifiques et non partisans, montrent que la politique économique suivie depuis une trentaine d'années ne profite qu'à moins de 1% des plus riches au prix de la régression générale : écrasement des plus pauvres et étiolement programmé de la classe moyenne des pays développés.

Il démontre qu'après la crise de 2008, le phénomène ne peut que s'emballer et qu'au final c'est la démocratie et les valeurs qui fondent nos sociétés qui sont mises en péril...

Quelles sont alors les voies qui s'offrent à nous ? Dépassant les constats alarmants, J. Stiglitz montre qu'il n'y a pas de fatalité, et que tout ce qu'une politique a défaits, une autre peut le réparer. Il préconise des mesures, simples et de bon sens, qui nécessitent juste le rejet de certains préjugés économiques, infondés et pernicieux.

Jean-Claude rappelle qui est Joseph Stiglitz, qui a aussi écrit « la grande désillusion ». On se souvient que J. Stiglitz avait été chargé par Sarkozy d'une mission de réflexion sur le PIB et de proposer des indicateurs plus pertinents. De la part de notre ancien président, ce n'était que gesticulation, et le rapport a fini dans un tiroir...

Stiglitz s'en prend aux « intégristes » du marché, qui, en dépit de ce que montre chaque jour la réalité, professent deux dogmes : le marché parfait conduit au bien-être général ; toute intervention de l'Etat est nuisible. C'est ce courant de pensée, lancé par Hayek ou Friedmann, qui a inspiré Thatcher, Reagan, puis Pinochet.

Mais un marché suppose des règles. Un marché parfait supposerait la complète information des vendeurs et des acheteurs, or il y a toujours des dissymétries de l'information (que l'on pense aux vendeurs de voitures d'occasion, aux marchands de lasagnes, aux industries pharmaceutiques, ...). Et l'homme n'est pas cet « homo economicus » que modélise la théorie, cet individu rationnel, mu seulement par son intérêt. Les monopoles se constituent spontanément (Microsoft – qui au passage n'a rien inventé, et dont le savoir faire se limite à « tuer » les concurrents-, les compagnies de téléphone, ...). L'intervention de l'Etat peut avoir des effets pervers : en France, les médicaments étant remboursés, l'industrie pharmaceutique les fait payer deux fois plus cher qu'en Grande Bretagne, elle fait du chantage : sans profit, pas de recherche...

Stiglitz démonte le discours des intégristes du marché, montre que les politiques menées sous leur influence mettent en danger la démocratie, mais indique qu'un autre monde est possible, et il donne des orientations pour le faire advenir.

Discussion

Daniel se référant à Duménil (qui est venu plancher à Montrouge) souligne que la forme du conflit capital-travail a évolué : le capital s'est allié à la classe des cadres (il s'agit des cadres dirigeants) ; ceux-ci s'octroient des « rémunérations » pharaoniques.

Avec le capitalisme, l'économie est secouée de soubresauts. Voici venir la bulle des « gaz de schistes » : les puits viennent rapidement – au bout d'un an ou deux – à s'épuiser, et les compagnies extractrices se lancent dans une fuite en avant en creusant toujours plus de puits... (*Jean-Claude* rappelle à ce propos les bulles internet, puis les bulles immobilières : le même mécanisme est à l'œuvre, la surabondance de capitaux...).

Les médias font de la désinformation : quand ils parlent de la mesure de Hollande concernant la taxation à 75 % , ils ne rappellent jamais qu'il s'agit là du taux marginal, qui ne s'applique pas à la totalité des revenus, mais seulement à la tranche qui dépasse un certain seuil.

Delphine. Pourquoi les gens aiment –ils tant l'argent ?

Jean-Jacques. Pourquoi les gens acceptent-ils ce système ? Certes, il n'y a pas eu de « complot »... Mais il y a eu des cercles de réflexion (la Trilatérale) pour le concevoir et le faire accepter...

Jean-Claude. On prend bien soin de répandre des idées fausses. Ainsi l'idée du « ruissellement » : l'argent donné aux riches redescendrait en pluie, et les plus pauvres finiraient par en profiter. Cette idée ne repose sur aucune réalité.

Jean-Jacques. Les derniers convertis au dogme du marché sont les plus acharnés : ainsi les Ingénieurs des Télécom, d'abord champions du service public, sont devenus des intégristes du libéralisme

Jean-Claude. .. ou les Socialistes : ce sont eux , sous Mitterrand, avec Beregovoy, qui ont mis fin à l'indexation des salaires sur l'inflation...

Et quand les gens regardent une émission ou lisent un livre, ils cherchent la confirmation de ce qu'ils croient.

André. Il y a un mimétisme : tout le monde le fait, pourquoi pas nous ?

Jean-Paul. L'économie est une fausse science, les polytechniciens se sont laissés séduire par des modélisations mathématiques, oubliant que la vraie science doit se confronter aux faits. Il faudrait plutôt enseigner l'histoire économique, plutôt que la prétendue « science économique ».

Jean-Jacques. Ce qui est déterminant, ce sont les rapports de force. Si des systèmes de redistribution ont été institués après la deuxième guerre mondiale (permettant les « Trente Glorieuses »), c'est parce que les rapports de force étaient différents, les capitalistes étaient complètement déconsidérés à cause de leur attitude de collaboration avec l'ennemi.

Daniel. La corruption s'étend à la sphère universitaire. Il y a des « économistes à gages », ils palpent des jetons de présence dans les conseil de surveillance...

Michel. Le capitalisme fonctionne sur un mécanisme d'accumulation, c'est pour ça qu'on l'accepte.

Le diagnostic fait par Stiglitz, c'est bien, mais ça fait longtemps qu'on le sait ; c'est sur cette base que s'est construit ATTAC. Mais comment transformer ? Sur quelles manettes agir ? Comment faire en sorte que les médias ne soient pas des organes de propagande ? C'est la responsabilité des politiques ? Mais les politiques, c'est nous !

La question posée est celle de la justice sociale.

Jean-Jacques. Autrefois, c'était l'Eglise qui avait le rôle (aujourd'hui joué par les médias) de manipuler les esprits.

Jean-Claude. Il y a d'autres valeurs que l'argent. La solidarité, ça fait partie de nos moteurs.

Michel. Pendant les Trente Glorieuses, on a fonctionné plus sur le partage. Le système favorise le besoin d'accumuler pour exister.

Il faudrait que les députés européens refusent le budget.

Daniel. Stiglitz dénonce les tares qui accablent les Etats-Unis (nous aussi, mais pas au même degré, ici les luttes sont plus développées). Aux Etats-Unis, le syndicalisme est parfois un véritable sacerdoce ; les législations diffèrent d'un Etat à l'autre, et il peut y avoir des délocalisations vers les Etats où le droit du travail est moins protégé (General Electric s'est ainsi délocalisé vers un Etat où il ne peut y avoir de syndicalisme).

André. Où sont les espoirs ? Les gens ne gobent pas tous les médias.

Jean-Claude. Il y a eu ce référendum en Suisse pour limiter les salaires des patrons.

Jean-Jacques. L'image du capitalisme s'est dégradée depuis les Trente Glorieuses. Il y a vingt ans on était encore dans les années Tapie...

Michel. Il n'y a plus de grands intellectuels critiques.

Youssef. Dans les pays en développement, il y a progression, mais aussi surexploitation (en Chine, on met des filets de protection pour empêcher que les travailleurs se suicident !...), et dans les pays développés, ça se dégrade. Comment cela peut-il évoluer ?

En plus il y a le problème écologique, le réchauffement climatique...

Michel. La société civile a quelque chose à faire : il y a beaucoup d'associations avec des bénévoles qui travaillent. Il faut faire monter la société civile comme un pouvoir. Ce mouvement là est en route.

Jean-Paul. Dans les pays en développement, émerge de plus en plus l'exigence de démocratie et de droits sociaux. La question écologique est très importante, et pas déconnectée de notre débat d'aujourd'hui (la société capitaliste pousse au gaspillage des ressources). Certains pays en développement (hélas plus la Chine) ont encore beaucoup à nous apprendre en termes de frugalité. Il faut promouvoir la régulation des échanges.

Jean-Jacques. A Attac, on est hélas trop peu « populaires ». L'enjeu est là, il faut que les gens retrouvent le réflexe de se regrouper pour obtenir quelque chose. Il faut arriver à rassembler les 99 %. Notre société est sacrément éclatée. Beaucoup de gens sont dans la résignation. Comment secouer ça ?

Après réunion :

Jean-Claude. Finalement je n'ai pas insisté suffisamment sur un point essentiel : le coût de l'inégalité c'est la récession, et le coût de la récession c'est le chômage. Or si celui-ci ne fait souffrir que les 99%, il a un coût global énorme puisque la société est très en deçà du bien être (notamment santé éducation) qu'elle serait capable de produire. (la seule chose qui pourrait consoler est que c'est mauvais pour le productivisme, donc temporairement bon pour la planète, mais c'est nul car c'est un effet collatéral qui n'a pas la valeur d'une véritable mobilisation consciente et volontaire pour la sauvegarde de la biosphère). Je trouve que le champ économique est regardé avec mépris car c'est le terrain de la défaite. Mais l'économie fait partie du réel et il ne sert à rien de détourner les yeux. Le keynésianisme n'est pas un gros mot, même si ce n'est pas la solution à tous les maux.

Finalement je suis plus pessimiste que les participants.

Pour lire ou relire les anciens numéros d' *Angle d' ATTAC* 92 36 à 61 : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique111>

et *CMM* 90 à 99 : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152>

Pour les Comptes rendus des Assemblées Générales, on les a dans Vie de l'Assoc->Attac92, ici : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique149>

Agenda

4 avril Montrouge

Actualité de la Révolution Française *Première révolution des droits naturels de l'Homme et du Citoyen*

Film suivi d'un débat, en présence de *Sabine Del Bo*

20 h, Maison des associations, 105, avenue Aristide Briand

Pourquoi, comment, le peuple de France, exploité, opprimé, pauvre et soumis entame un processus de révoltes qui devait aboutir à changer le monde ? Au fil des événements, ce peuple prend son destin en mains, allant jusqu'à disputer le pouvoir à ses représentants élus, en instituant le contrôle des décisions et la révocabilité permanente des élus. Pourtant cette période, riche de promesses dura peu. Mais son rôle fut déterminant et inspira dans tous les pays, tous ceux qui prennent fait et cause pour l'opprimé contre l'opresseur.

Les idéaux de cette révolution là, de la fraternité des peuples à la démocratie directe des citoyens responsables, sont plus que jamais d'actualité.

Écriture et conception : Sabine Del Bo – Historienne ; interprétation : Alain Clair ; réalisation : Alain de Laroque

« **La pirogue** », film de Moussa Touré, suivi d'un débat

20 H 30, cinéma Jeanne Moreau, rue Paul Vaillant Couturier

Le Collectif MASI (Multi Association de Solidarité Internationale) de Clamart, dont est membre le groupe de proximité de Clamart de ATTAC 92 vous invite à un ciné-débat co-organisé avec le cinéma Jeanne Moreau

Le film : LA PIROGUE, de Moussa Touré (1h 27, octobre 2012), sélection officielle de Cannes 2012.

10 avril Clamart

L'histoire : Un village de pêcheurs de la grande banlieue de Dakar d'où partent de nombreuses pirogues. Au terme d'une traversée souvent meurtrière, elles vont rejoindre les Iles Canaries en territoire espagnol.
La projection sera suivie d'un débat avec Eric Névé, producteur et scénariste du film.
<http://local.attac.org/attac92clamart/spip.php?article588>

10-25 avril Malakoff

« **On ne paie pas, on ne paie pas** », pièce de **Dario Fo**

Théâtre 71, 3 place du 11 novembre

Mar, ven : 20 H30 ; mer, jeu, sam : 19 H 30 ; dim : 16 H.

Dario Fo, prix Nobel révolté, a arpenté toute sa vie les estrades des usines pour diffuser aux ouvriers son théâtre si drôle, marqué par son engagement sociopolitique. Ni la censure, ni ses divers procès avec l'État et le Vatican n'auront eu raison de son comique ravageur, de son insolence civique. Ses réquisitoires d'alors le plébisciteraient aujourd'hui comme meneur du Mouvement Des Indignés. Il s'inspire, avec cette pièce de 1974, des luttes populaires durant les années de plomb en Italie, à l'heure où Fiat licencie et où les plus humbles sont contraints à la désobéissance civile pour survivre.

Dans cette farce délicieuse et grave, des bonnes femmes exaspérées par la cherté de la vie décrètent l'auto-réduction des prix dans les supermarchés, les dévalisent finalement aux cris frénétiques de « On ne paie pas ! ». Leurs cachotteries pour dissimuler les denrées déclenchent une succession improbable d'intrigues jubilatoires. Joan Mompert restitue cette œuvre forte faite pour les tréteaux, en inventant un espace de jeu où la machinerie théâtrale a la part belle et s'appuie sur la verve de ses acteurs pour de grands éclats de rire libérateurs.

11 avril Antony

« **Altergouvernement** », débat organisé par le groupe ATTAC Cables (Antony, Châtenay-Malabry)

20 H 15, salle François Molé

Le livre "Alter gouvernement" a été co-écrit par 18 rédacteurs qui s'imaginent en ministres d'un gouvernement porté au pouvoir par l'élection massive du candidat-président du MIRAC, tout un programme ...!

Nous avons retenu ce livre comme prétexte à un débat, d'une part parce que ce livre, qui a reçu un accueil très favorable des lecteurs et des médias (Daniel Mermet lui a consacré quatre émissions sur France Inter), propose des réponses à la question "serait-il possible de gouverner à gauche en allant plus loin que ne le fait le gouvernement actuel ?" et d'autre part parce que ce livre est né chez un "éditeur artisanal" et local, le Muscadier de Bruno Courtet, qui vit tout près de chez nous à Bourg la Reine.

Ce livre a aussi l'avantage de pouvoir être lu en chapitres indépendants, vous pouvez ainsi choisir parmi tous les ministères. Vous pouvez aussi retrouver les rédacteurs interviewés par Daniel Mermet à ré-écouter en podcast <http://www.franceinter.fr/archives-diffusions/434627/2012-02?page=1> ou sur le site du Muscadier en cliquant sur le lien : <http://www.muscadier.fr/catalogue/altergouvernement/>

Certains militants seront de retour du Forum Social Mondial qui se sera tenu à Tunis du 24 au 30 avril et pourront vous rapporter leur expérience.

13 avril Malakoff

« **Travailler, consommer, résister** »

Médiathèque Pablo Neruda Ce rendez-vous est en entrée libre

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (Eric Thiébaud) (web.attac92@attac.org)

Président d'ATTAC 92 : Jean-Louis Michniak president.attac92@attac.org

Secrétaire : Eric Colas secretaire.attac92@attac.org

Vice-secrétaire : Sophie Maloberti

Trésorier : Hubert Guérinet

Trésorière-adjointe : Rosette Kebabdjian

Fichier : Nicolas Lasman

Correspondant Electronique Local : Jean-Paul Allétru

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux **Asnières** : Guy Rodary **Clamart** : Thérèse Villame

Antony : Florence Lauzier, Hubert Nadin **Colombes** : Bernard Kervella, Adda Bekkouche

Clichy : Jean Quebre, Marthe Chabrol **Rueil-Malmaison/ GP Mont Valérien** : Cyril Pocréau

Courbevoie : Annie Reynaud **Montrouge** : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas

Genevilliers : Nelly Viennot

Bulletin d'adhésion 2013

NOM (en capitales) : **PRENOM** : **Homme / Femme (rayer la mention inutile)**

Date de naissance : **Profession** :

Adresse : **Code postal** : **Ville** : **Pays** : **Téléphone fixe**

: **Mobile** :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2012 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à

Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Attac, Service adhésions, 60643 Chantilly cedex – France Pour tout renseignement, téléphoner au 01 56 06 43 60
Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac, chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)